

# CADRES

C.F.T.C.

NUMÉRO 165  
AOUT-SEPT. 1962

## et PROFESSION

Organe de la Fédération des Ingénieurs et Cadres de l'Industrie et du Commerce

### RENDEZ-VOUS de Septembre

DANS les économies modernes, la production est le plus souvent considérée comme une fin en soi et son écoulement est même parfois assuré artificiellement par la publicité, voire par des subventions pures et simples. Aussi a-t-on commencé à parler de politique des revenus bien après avoir parlé de croissance et de productivité.

Mais, pour avoir été trop longtemps considéré comme un facteur résiduel, le problème de la répartition se pose aujourd'hui avec une acuité accrue et appelle une solution en priorité dans les prochains mois. L'accroissement des salaires du secteur privé a trop souvent été compensé par une augmentation des prix, c'est-à-dire au détriment du niveau de vie des titulaires de revenus fixes qui sont généralement parmi les moins privilégiés (personnes âgées et invalides en particulier).

Responsable de la défense de la monnaie, le Gouvernement n'a su jusqu'ici parer qu'à l'immédiat, en freinant les alignements de salaires dans le secteur public et nationalisé : comme il s'agit de services ou d'activités où l'on ne peut généralement escompter qu'un faible accroissement de productivité, les charges supplémentaires doivent être à peu près intégralement répercutées sur les prix. Mais devant les réactions provoquées par une telle politique de freinage, le nouveau premier ministre a dû s'engager à examiner la question au mois de septembre.

Le dossier des salariés, serviteurs de l'Etat à des titres divers, fera ressortir l'importance du retard pris ces dernières années, retard qui explique notamment de sérieuses difficultés de recrutement. Mais il ne sera possible de satisfaire des revendications que dans la mesure où les entreprises privées ne demeureront pas libres de déterminer elles-mêmes le montant de leurs profits, c'est-à-dire de leurs prélèvements sur le revenu national.

L'expérience montre que la libération des échanges et la réduction des droits de douane ne pèse que fort peu sur les hausses des prix, même lorsque le commerce extérieur est plus important qu'en France actuellement : le « libéral » Dr Erhard vient d'en observer une démonstration qu'il n'avait pas prévue.

Au moment où la pénurie de main d'œuvre s'étend aux derniers pays de la C.E.E. qui en avaient été préservés par l'immigration ou un chômage persistant, un effort déterminant doit être fait pour empêcher les surenchères, ne serait-ce qu'en facilitant la formation et l'adaptation aux professions qui demandent de la main d'œuvre. Les pays qui ne sauront pas régler la question de la répartition des revenus seront handicapés en face de ceux qui ont su mettre sur pied et faire accepter les disciplines nécessaires.

POUR la France, on doit s'interroger sur la volonté du Gouvernement de réaliser une politique des revenus conformes aux exigences de l'utilité sociale comme de la morale élémentaire : le relèvement du SMIG annoncé pour l'automne — qui dépassera pour la première fois, depuis de nombreuses années, la hausse de l'indice de référence — restera très en deça du taux d'accroissement des revenus individuels prévus par le IV<sup>e</sup> Plan.

Malgré toutes les déclarations des plus hautes autorités de l'Etat, n'est-on pas ainsi conduit à supposer que l'on ne croit pas tellement au Plan ? Peut-on raisonnablement espérer à l'occasion de la confrontation de septembre, qu'un pas sera fait dans le sens d'une meilleure répartition des revenus, objectif pourtant essentiel d'un « Plan de développement économique et social » ?

François LAGANDRÉ.

### LE COSMOS ET BERLIN

par Georges LEVARD  
président de la C.F.T.C.

JUSTEMENT fier du succès des astronautes russes, Pierre Courtade téléphone de Moscou à « L'Humanité » : « Notre siècle sera à la fois le siècle du communisme et celui de la maîtrise spatiale. » C'est là une perspective dont le premier terme ne rencontre pas notre adhésion.

Certes, comme tout le monde, nous admirons les exploits de la science soviétique et le courage des hommes qui expérimentent les satellites. Mais, de là à applaudir le régime économique et politique, de là à partager l'admiration des communistes pour la philosophie régnant en U.R.S.S., il y a un gouffre immense que nul satellite ne nous fera franchir, ou, pour parler autrement, il s'agit d'une mystification dans laquelle nous ne tombons pas.

Pascal méditait un jour sur les deux infinis, le petit et le grand. Cela s'applique toujours au problème qui nous occupe. L'infiniment grand, c'est l'espace que l'homme est en mesure de parcourir, toujours plus loin de la terre. L'infiniment petit, c'est ce même homme par rapport à l'espace si-

déral. Et nous voyons, dans le même temps, le régime soviétique avançant dans cet espace tout en maintenant l'homme dans un corset de servitude sur la terre qui l'a vu naître.

NOUS ne pouvons pas oublier que le régime soviétique de la Russie, qui fabrique admirablement les spoutniks, opprime en même temps d'autres peuples qui, autrement, fuiraient le régime comme le faisaient les Allemands de l'Est avant que, voici juste un an, le rideau de fer vienne tomber comme une guillotine au milieu de Berlin.

L'infini de la science ne nous fera pas oublier l'infini respect dû à la personnalité de l'homme. De tout temps, en s'appuyant sur des esclaves plus ou moins soumis ou conditionnés, les régimes oppresseurs ont su édifier des œuvres gigantesques. Qu'on songe au Par-

thenon, au Colisée ou aux Pyramides !

Cependant, les véritables progrès de civilisation ont permis que triomphent des conceptions plus justes touchant les relations de l'homme et de l'Etat, tandis que les empires triomphants se sont perdus dans les sables.

De même, nous croyons que la science et la technique sont de grandes et belles choses, qu'elles appartiennent à tous, c'est-à-dire qu'elles doivent s'utiliser pour la libération de l'homme. Que lui servirait de se déplacer dans tout l'univers si, en dehors de quelques initiés, sur son sol natal même, l'homme était de plus en plus ligeté par les impératifs dictés par l'Etat au nom de l'efficacité ?

EN un saisisant raccourci, les vaisseaux de l'espace et l'anniversaire du mur de Berlin nous présentent le même problème de civilisation auquel nous sommes confrontés. Vingt siècles d'histoire sont là pour montrer que l'apport successif des civilisations grecque, romaine et chrétienne ont permis que s'élaborât progressivement une saine notion des droits de l'homme. C'est dans ce sens, toujours, que nous appelons les travailleurs à agir pour poursuivre leur libération de toutes les servitudes matérielles, y compris celles de la technique et de la science. Notre siècle doit être celui de l'utilisation de cette science et de cette technique par des hommes libres et responsables, c'est cela, et sur tous les plans cette fois, le véritable progrès.

(Extrait de « Syndicalisme ».)

### Le décret sur la fixation du plafond S. S. est enfin publié

Le 29 août dernier, le Conseil des Ministres a approuvé le texte du décret fixant les modalités de variation du plafond de la Sécurité Sociale en fonction de celle des salaires. Ces modalités correspondent aux intentions exprimées par le Premier Ministre, M. Debré, aux organisations de Cadres et au CNPF, le 12 janvier dernier.

Après huit mois d'attente, le décret promis est enfin paru au J. O. du 30 août.

Ainsi, les garanties concernant la pérennité de notre régime de retraite sont rétablies et ce, à la suite des interventions de notre Fédération, de la C.F.T.C. et des autres organisations signataires de la convention du 14 mars 1947.

Ces garanties obtenues, il reste encore d'importants problèmes d'équilibre des régimes de retraite à régler, faute de quoi les opérations de 1961 pourraient se renouveler.

Voici le texte du décret :

**Décret n° 62-1029  
du 29 août 1962  
relatif à la  
FIXATION DU PLAFOND  
des cotisations  
de Sécurité sociale**

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du ministre du Travail et du ministre des Finances et des Affaires économiques,

Vu le Code de la Sécurité sociale, et notamment son article L. 119 ;  
Vu le décret n° 61-168 du 16 février 1961 relatif à la fixation du plafond des cotisations de Sécurité sociale ;  
Après avis du Conseil d'Etat.

DECRETE :

Article premier. — Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> du décret suvisé du 16 février 1961 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le plafond des rémunérations entrant en compte pour la détermination de l'assiette des cotisations de Sécurité sociale, en application de l'article L. 119 du Code de la Sécurité sociale, est fixé annuellement par décret après avis des Organisations signataires de la Convention collective nationale du 14 mars 1947. Ledit décret prend effet à compter du premier jour de l'année qui suit la date de sa publication.

« Le montant du plafond annuel est fixé, à partir du plafond applicable en 1962, compte tenu d'un coefficient résultant de la comparaison entre l'indice général des salaires constaté par le ministre du travail au 1<sup>er</sup> octobre de l'année de publication du décret prévu à l'alinéa précédent et le même indice au 1<sup>er</sup> octobre 1961. Le montant, ainsi fixé, doit être un multiple de 120 N.F. »

Article 2. — Le ministre du Travail et le ministre des Finances et des Affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 août 1962.

Par le Premier Ministre,  
Georges POMPIDOU.  
Le Ministre du Travail,  
Gilbert GRANDVAL.  
Le Ministre des Finances,  
et des Affaires économiques,  
Valéry GISCARD D'ESTAING.

Vous lirez

dans ce numéro :

	Pages
● L'aide aux rapatriés d'Algérie .....	2
● Les travaux du Conseil économique et social ..	3
● Annonce du Congrès fédéral .....	3
● Rapport de René MATHIEVET au Conseil économique et social sur l'équilibre et la gestion des régimes de retraites complémentaires .....	4
● Les statistiques du mois	6
● L'activité professionnelle : 21 % dans les transports routiers ...	7
● Assemblée générale de l'A.P.E.C. ....	7
● La promotion individuelle au centre d'entreprise de formation	8
● Augmentation des prestations familiales.	8



# L'AIDE AUX RAPATRIÉS D'ALGÉRIE

La loi du 26 décembre 1961 qui a été précédée d'une étude du Conseil économique et social, laquelle fut suivie d'un avis recommandant de nombreuses mesures, précise dans son article premier que : « Les Français ayant dû ou estimant devoir quitter, par suite d'événements politiques, un territoire où ils étaient établis et qui était antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, pourront bénéficier du concours de l'Etat en vertu de la solidarité nationale ».

Le bénéfice de cette loi a été étendu, depuis, aux personnes revenant d'Algérie puis à celles revenant d'Algérie.

La qualité de rapatrié n'est reconnue qu'aux chefs de famille. Toutefois, les femmes rentrant en métropole avec leurs enfants et dont les époux restent en Algérie, peuvent demander l'ouverture d'un dossier. Les cas seront examinés avec bienveillance et des dérogations pourront être accordées.

## LE DOSSIER

Parfois, le dossier peut être constitué en Algérie puis être transmis au Secrétariat d'Etat aux Rapatriés. Dans ce cas, les droits des rapatriés sont accordés rapidement.

Parfois, les personnes revenant d'Algérie détiennent leur dossier. Celui-ci remis à l'agent d'accueil sera enregistré par celui-ci qui ouvrira alors un dossier pour délivrance de la carte de sécurité sociale et des prestations familiales.

Le plus souvent il n'a pas été possible de constituer un dossier. Le rapatrié, dans ce cas, devra se présenter au siège des délégations régionales (Bordeaux, Marseille, Paris, Lyon et Toulouse).

## LES PRESTATIONS DE RETOUR

Remboursement des frais de transport en bateau et en chemin de fer dans la classe la plus économique (exceptionnellement par avion).

Palement d'une indemnité forfaitaire de départ égale à 500 NF, pour les chefs de famille et leur épouse, 200 NF, pour chaque enfant à charge et 400 NF, pour les célibataires.

Attribution d'une indemnité forfaitaire de déménagement après présentation des pièces douaniers.

**LES AVANTAGES SOCIAUX**

Délivrance immédiate d'une carte de sécurité sociale.

Eventuellement, paiement des prestations familiales.

Les avantages sont accordés aux femmes rentrant en métropole tandis que leurs époux restent en Algérie.

## LES ALLOCATIONS DE SUBSISTANCE

Elles sont accordées aux rapatriés et non salariés qui ne disposent pas de ressources suffisantes

## Conventions entre caisses de retraites algériennes et métropolitaines

Dans « Cadres et Profession » du mois de mars dernier, nous avons annoncé, sous la signature de notre camarade F. Fraudeau, secrétaire général de notre Fédération Algérienne des Syndicats d'Ingénieurs et Cadres, au sujet du rattachement au régime métropolitain du régime des Cadres d'Algérie, la création d'une Caisse de retraite : la C.I.P.R.I.C. (Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance et de Retraites des Ingénieurs et Cadres). En voici l'adresse : 3, boulevard de la Madeleine, Paris (1<sup>re</sup>).

Nous signalons également des Caisse de retraite algériennes qui ont conclu une convention avec les Caisse métropolitaines et auxquelles les salariés algériens, résidant en métropole et inscrits à l'une d'elles, peuvent s'adresser à se correspondance.

Ces conventions ont été approuvées par un arrêté du ministre du

se) ou aux préfectures ou sous-préfectures qui sont habilitées à constituer des dossiers dans les autres villes.

Il est obligatoire de joindre au dossier pour percevoir des prestations de retour :

- une attestation de la compagnie de transport fixant le coût du voyage du domicile au lieu d'embarquement ;
- Le talon du billet de bateau ou d'avion ;
- les pièces de douane pour le déménagement.

Toute personne rapatriée avant le 1<sup>er</sup> juillet 1961, qui n'a pas de dossier cette époque trouvée du travail, doit établir un nouveau dossier (même si un dossier avait été constitué auparavant) permettant d'obtenir une carte de sécurité sociale, une fiche de prestations familiales et une autre fiche permettant de percevoir la première allocation de subsistance.

Tous les rapatriés rentrés avant le 11 mars 1962 et qui n'ont pas constitué de dossiers ne peuvent plus percevoir les prestations de retour ; en revanche, ils peuvent obtenir toutes les autres subventions et avantages prévus.

Les rapatriés récemment revenus peuvent obtenir un document leur permettant de percevoir les prestations de retour, la carte de sécurité sociale, la fiche de prestations familiales et la fiche leur permettant de recevoir la première allocation de subsistance. Les suivantes sont payées par le comptable du Trésor sur envoi d'un certificat de domicile.

## LES DROITS

A l'arrivée, des secours sont distribués aux nécessiteux. Des bons de transport gratuits sont accordés à ceux qui ont choisi un lieu de résidence.

## LES SUBVENTIONS D'INSTALLATION

Les rapatriés justifiant d'un emploi et ayant un appartement non meublé peuvent obtenir une subvention d'installation qui est au maximum de 1.500 NF, pour un célibataire, de 3.000 NF, pour un ménage, plus 250 NF, par personne à charge, sans que cette subvention puisse dépasser 4.500 NF. Les salariés concernés devront présenter les bulletins de salaire des deux derniers mois.

Outre, les professions libérales, commerçants, artisans, industriels, agriculteurs, pourront bénéficier de prêts et de subventions d'équipement ou de réinstallation.

## LE LOGEMENT

Les Services du logement affecteront, en priorité, des appartements aux rapatriés dans la proportion de 10 % des constructions H.L.M.

## LA RECONVERSION ET LE RECLASSEMENT PROFESSIONNELS

Des subventions de reconversion professionnelle d'un montant de 5 à 10.000 NF, pourront être accordées aux rapatriés salariés désireux d'exercer en métropole une activité professionnelle et qui acceptent de se soumettre à la condition préalable d'un stage de formation.

Des prêts à long terme et éventuellement des subventions de reclassement professionnel pourront être également accordés pour une orientation vers une activité non salariée de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture. Le montant maximum de ces prêts est fixé à 200.000 NF, et celui des subventions à 30.000 NF.

A l'heure actuelle, en raison de

## LES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Des dispositions propres à diverses catégories ont été en outre prises. Elles sont très variées.

— Pour les Fonctionnaires. Les fonctionnaires titulaires ou appartenant à un Service concédé, ainsi que les agents contractuels appartenant à des administrations ou services ayant prévu leur reclassement en France ne peuvent bénéficier des dispositions prises au titre du Secrétariat d'Etat aux Rapatriés. Ils doivent s'adresser à leurs administrations d'origine ou à leur ministère de tutelle qui ont prévu des dispositions en leur faveur.

— Pour les Militaires. Ceux-ci ainsi que leurs familles doivent également s'adresser aux Services de leur ministère. Toutefois un officier de liaison est détaché auprès du Secrétariat d'Etat pour étudier certains cas.

— Pour les agriculteurs, commerçants, Artisans, Industriels, Professions libérales. Toutes les personnes appartenant à ces catégories professionnelles ont droit aux mesures que nous avons indiquées plus haut. L'allocation de subsistance prévue est fixée pour eux à 300 NF, par mois pour les célibataires et à 400 NF, par mois pour les chefs de famille.

Toutefois, le bénéfice des prêts et des subventions ne pourra être accordé aux personnes qui dès leur retour auront trouvé un emploi.

— Pour les personnes âgées. Les personnes âgées de plus de soixante ans ne demandant ni emploi, ni réinstallation percevront pendant six mois une allocation de subsistance égale à 250 NF, par mois pour les célibataires et à 350 NF, pour les chefs de famille.

Les personnes âgées de moins de 60 ans ne demandant ni emploi, ni réinstallation percevront pendant un an une allocation de 50 NF, par mois.

## — Pour les Salariés.

Ils ont droit aux mesures générales vues plus haut.

L'allocation de subsistance prévue est fixée pour eux à 350 NF, par mois pour les célibataires et à 450 NF pour les chefs de famille.

## UNE DÉLÉGATION DU BUREAU CONFÉDÉRAL A L'ÉLYSÉE

Une délégation du Bureau Confédéral a été reçue le 1<sup>er</sup> août, par un membre du Cabinet du Président de la République. L'entretien a principalement porté sur le problème du logement des rapatriés, objet des préoccupations premières, en ce domaine, de la C.F.T.C. Des suggestions ont été faites, qui ont retenu l'attention de la Présidence.

l'affluence des rapatriés d'Algérie, l'effort principal du Secrétariat d'Etat porte sur l'accueil. Aussi le reclassement ne fonctionnera-t-il que par la suite. Néanmoins, les rapatriés peuvent demander du travail et un logement. On leur conseillera de ne pas se fixer dans les régions parisiennes et marseillaises où il y a du travail, le nombre des logements est nettement insuffisant.

Les services spécialisés de chaque délégation possèdent les listes des départements où il est possible de trouver ce travail et ce logement.

## PRIME GEOGRAPHIQUE

Pour inciter les arrivants à se fixer dans une région moins enviable, il a été décidé de verser une prime géographique mensuelle variable de 70 à 200 NF, dans certaines régions.

Ainsi, par exemple, pour les personnes s'installant dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme, il est donné une prime de 200 NF, alors que pour celles s'installant à Paris, Marseille, Nice, Bordeaux, Lyon, etc., rien n'est donné.

## — Pour les Etrangers.

Des dispositions spéciales seront prises en faveur des ressortissants étrangers rapatriés en France.

— Au sujet des pensions, retraites et assurances vieillesse. Des prêts et des subventions pourront être accordés aux travailleurs salariés et non salariés pour le rachat de leurs cotisations d'assurance-vieillesse.

Les pensions acquises Outre-Mer continueront d'être versées. Les personnes âgées de plus de soixante ans, les invalides ou les infirmes peuvent obtenir des subventions et des indemnités particulières.

## ACTION COMPLÉMENTAIRE

L'ensemble de ces mesures doit permettre de faire face aux premières nécessités, mais elles sont insuffisantes si elles ne sont pas complétées par une aide de la part de chacun des Français, si des gestes d'accueil particuliers ne sont pas effectués à l'égard de ces frères qui ont souffert. C'est pour cela que de nombreux organismes privés ou associations diverses se sont créés pour continuer l'action engagée. Nous autres, syndicalistes, nous avons à participer au mouvement.

Savons-nous que des Comités de Liaison sont mis sur pied pour coordonner toute cette action ?

— A Lyon, à Marseille, se sont ainsi regroupées des personnes venant d'horizons très différents. Ils se sont ensemble efforcés de résoudre efficacement les nombreux problèmes humains posés.

## Le financement de la recherche scientifique aux Etats-Unis

Le bulletin d'avril 1962 de la National Science Foundation fournit des précisions concernant le financement de la recherche scientifique aux Etats-Unis, notamment sous les deux aspects suivants :

## Origine des fonds consacrés à la recherche de base de 1953 à 1961 (en millions de dollars)

Année	Total	Gouvernement fédéral	Industrie	Collèges et Universités	Organisations à but désintéressé
1953-54	432	195	147	62	28
1954-55	485	—	—	—	—
1955-56	547	—	—	—	—
1956-57	694	—	—	—	—
1957-58	834	422	249	111	52
1958-59	1.016	565	275	118	58
1959-60	1.150	646	293	140	71
1960-61	1.302	745	313	161	83

— il constate par ailleurs la diversité existant dans les sources et l'utilisation des fonds consacrés à la recherche. L'administration fédérale qui

fournit 65 % des sommes affectées à la recherche n'en utilise que 15 % dans ses propres laboratoires ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

## Origine et utilisation des fonds consacrés à la recherche en 1960-1961 (en millions de dollars)

Origine des fonds	Administration fédérale	Industrie	Collèges et Universités	Autres organismes à but désintéressé	Total	Pourcentage de répartition des fonds
Administration fédérale	2.060	6.130	890	140	9.220	65
Industrie	—	4.370	50	70	4.490	32
Collèges et Universités	—	—	210	—	210	2
Autres organismes à but désintéressé	—	—	50	70	120	1
Total	2.060	10.500	1.200	280	14.040	100
Pourcentage de répartition dans l'utilisation des fonds	15	75	8	2	100	

Bulletin de la National Science Foundation, Avril 1962.

# AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Au cours de son Assemblée plénière des 10 et 11 juillet, le Conseil Economique et Social a examiné les problèmes posés par l'équilibre des régimes de retraites complémentaires, par l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun, par la réforme des textes concernant les Chambres de Métiers, l'Assemblée des Présidents des Chambres de Métiers de France et par la création d'un Office national de l'Artisanat.

## I. — EQUILIBRE DES REGIMES DE RETRAITES COMPLEMENTAIRES

Dans son projet d'avis, présenté au nom de la section des Activités sociales, par notre camarade René Mathevet, le Conseil Economique et Social demande notamment la généralisation rapide des régimes de retraites complémentaires et le règlement de la situation du personnel ayant appartenu à des entreprises disparues. Il souhaite, par ailleurs, que des conventions semblables à celles conclues dans le Commerce et dans l'Industrie interviennent au profit des salariés de l'agriculture, que s'établisse une compensation générale entre les régimes, que soit respectée la liberté contractuelle des intéressés (employeurs et salariés), que soient enfin définis, dans le cadre des problèmes généraux posés par le financement de la Sécurité sociale, les principes selon lesquels le plafond des salaires soumis à cotisation doit évoluer.

En définitive, le texte présenté a été adopté par 106 voix (dont celles de la C.F.T.C., de la C.G.T.-F.O. et de la C.G.T.) contre 3 et 21 abstentions.

(Voir le texte de cet avis en pages centrales.)

En définitive, le texte présenté a été adopté par 106 voix (dont celles de la C.F.T.C., de la C.G.T.-F.O. et de la C.G.T.) contre 3 et 21 abstentions.

(Voir le texte de cet avis en pages centrales.)

En définitive, le texte présenté a été adopté par 106 voix (dont celles de la C.F.T.C., de la C.G.T.-F.O. et de la C.G.T.) contre 3 et 21 abstentions.

(Voir le texte de cet avis en pages centrales.)

## II. — STATUT DE L'ARTISANAT

Dans son avis, présenté au nom de la Commission temporaire de l'Artisanat par M. Eugène Dary, le Conseil Economique et Social propose un certain nombre d'amendements aux textes que le Gouvernement a soumis à son examen.

En ce qui concerne le projet de décret relatif aux Chambres de Métiers, il souhaite essentiellement que soit réduit le nombre des sièges de l'Assemblée de la Chambre, réservé à l'élection directe des chefs d'entreprise, que soient éligibles les chefs d'entreprises non artisans immatriculés au répertoire des métiers, que soient représentées équitablement les diverses activités professionnelles et que la composition du Conseil de la Chambre soit analogue à celle de son Assemblée.

En ce qui concerne le décret et le projet de loi relatifs à l'Assemblée des Présidents de Chambres de Métiers et à l'Office national de l'Artisanat, le Conseil Economique et Social estime que ces textes retirent abusivement à l'Assemblée des Présidents des Chambres de Métiers de France (A.P.C.M.F.) une partie de ses

attributions au profit de l'Office, établissement public, sous tutelle administrative.

En conséquence, il propose que la qualité d'établissement public soit également conférée à l'A.P.C.M.F. et que les missions de cet organisme soient clairement précisées. Il demande également la création d'un Centre national technique des Chambres de Métiers, dépendant de l'A.P.C.M.F., et d'un Comité national de Coordination des Chambres de Métiers et des Organisations syndicales artisanales.

Au cours des débats, d'importantes divergences de vue sont apparues, d'une part, entre les diverses tendances syndicales artisanales représentées au Conseil ; d'autre part, entre le syndicalisme artisanal et les représentants des Chambres de Métiers et de l'A.P.C.M.F. ; enfin, entre l'ensemble du bloc artisanal et les représentants des petites et moyennes entreprises.

En définitive, un compromis tardif a réussi à concilier entre eux les artisans et le projet a été adopté par 89 voix contre 30 et 33 abstentions.

## III. — ADHESION DE LA GRANDE-BRETAGNE AU MARCHÉ COMMUN

Dans son projet d'avis, présenté au nom de la Section de l'Expansion économique extérieure, par M. Pierre Abelin, le Conseil Economique et Social estime que l'adhésion du Royaume-Uni et d'autres pays membres de l'Association Européenne de Libre Echange ne saurait être envisagée que favorablement, mais sous la réserve très stricte qu'elles s'effectuent dans le ca-

dre des procédures normales et de règles prévues au Traité de Rome à cet effet et que ces Etats acceptent les conceptions et les fins économiques, sociales et institutionnelles du Traité.

Cette considération générale postule en particulier :

L'exclusion de tout amendement au Traité et aux règlements et décisions d'application arrêtées depuis 1958, la poursuite des démobilitations douanières internes dans les délais prévus, la soumission de la Grande-Bretagne aux décisions de principe du 14 janvier 1962 préparant l'établissement d'un marché agricole unique, certaines adaptations de la législation britannique, notamment en matière fiscale, douanière et pénale ; enfin, la suppression progressive des préférences impériales.

Par ailleurs, l'adhésion britannique ne saurait en aucun cas contraindre les pays européens à renoncer aux protections douanières indispensables énumérées par la liste G annexée au Traité, concernant notamment l'entrée en Europe de certaines matières premières non agricoles et de certains produits agricoles.

Au cours du débat, les orateurs, tout en étant favorables

dans leur ensemble à l'adhésion britannique, se sont montrés très soucieux de protéger le Marché Commun tel qu'il existe et tel qu'il fonctionne, et d'éviter à tout prix que l'arrivée de la Grande-Bretagne et des pays de l'A.E.L.E. ne constitue d'abord une gêne pour le bon fonctionnement de ce Marché avant que de devenir un empêchement à son existence.

Le texte présenté a été adopté par 140 voix, dont celles de la C.F.T.C., de la C.G.T.-F.O., et 10 abstentions, celles de la C.G.T., dont les positions à l'égard de l'Europe sont bien connues.

Par ailleurs, l'adhésion britannique ne saurait en aucun cas contraindre les pays européens à renoncer aux protections douanières indispensables énumérées par la liste G annexée au Traité, concernant notamment l'entrée en Europe de certaines matières premières non agricoles et de certains produits agricoles.

Au cours du débat, les orateurs, tout en étant favorables

## ASSEMBLEE PLENIERE DES 24 ET 25 JUILLET 1962 PROBLEME DE LA RENOVATION URBAINE

Dans son projet d'avis, présenté au nom de la section des Economies Régionales par M. Maurice Langlet, le Conseil Economique et Social considère qu'il y a une nécessité impérieuse à assainir, moderniser et restructurer les îlots et les quartiers vétustes, et il estime que cette rénovation doit être incorporée dans des plans généraux d'urbanisme.

Il souhaite qu'en la matière, soient effectivement réalisés les objectifs définis par le IV<sup>e</sup> Plan (50.000 logements rénovés par an à partir de 1965) et qu'en conséquence toutes les positions soient prises pour étudier et adopter au plus tard à la fin de 1963, une Charte Nationale de la Rénovation urbaine. Il demande que dans chaque région ou dans chaque département appelé à réaliser des programmes d'une certaine importance, soit créé un comité permanent de rénovation urbaine chargé de coordonner et de provoquer les initiatives publiques et privées nécessaires. Il réclame l'accroissement des facilités offertes pour le logement et la réinstallation des occupants impropres à leur logement, particulièrement des commerçants et artisans dont le transfert pose de difficiles problèmes, et l'adoption d'une procédure allégée pour le lancement des programmes de rénovation.

Il préconise le regroupement des personnes ayant à « subir » la rénovation, dans des associations de rénovation, la remise à chaque d'elles d'un titre garantissant par la collectivité publique locale et assurant l'indemnisation de sa créance dans un délai de dix ans, la création à l'initiative des associations de rénovation, de sociétés foncières de reconstruction chargées de céder les sols libérés aux constructeurs publics ou privés.

Enfin, il recommande que toutes mesures soient prises pour lutter contre la spéculation foncière sous ses différents aspects.

Notre camarade Quirin qui représente la C.F.T.C. à la section des Economies Régionales, a émis un certain nombre de réserves concernant ce texte. Il pense notamment qu'il n'est pas utile que la charte de la rénovation urbaine s'inspire des principes qui ont servi de cadre à la reconstruction consécutive à la guerre 1939-1945 en raison particulièrement des lenteurs qui ont pu être reprochées à cette opération, il souhaite que soit évitée la standardisation des villes, que l'incorporation obligatoire dans des associations syndicales ait lieu après que les intéressés aient été longuement informés de son utilité ; il note le danger de spéculation par accaparement que représente l'émission de titres d'indemnisation négociables ; il insiste pour que les relogements provisoires ne deviennent pas définitifs ; enfin il demande que l'indemnisation de la propriété commerciale ne donne pas lieu à des abus.

Quirin n'ayant pas pu assister au débat, c'est François Lagandré qui a pris la parole à la tribune au nom du mouvement. Il a longuement insisté sur l'aspect social du problème : inquiétude, impatience, satisfaction ou amertume des personnes justiciables de la rénovation. Au point de vue technique, il a regretté que les organismes de rénovation n'aient pas su tirer tout le parti souhaitable des textes existant en la matière. Il a rappelé la nécessité de faire précéder toute action d'ensemble de l'établissement d'un plan général d'urbanisme ; il a demandé à ce que l'approbation des programmes s'accompagne de déci-

sions financières garantissant leur exécution. Enfin en ce qui concerne la négociabilité des titres d'indemnisation et la propriété commerciale il a fait part de ses craintes émises par Quirin.

Afin d'infléchir le texte dans le sens de ses préoccupations essentielles, notre mouvement a déposé un certain nombre d'amendements qui ont été acceptés.

Le texte présenté a finalement été adopté à l'unanimité moins une voix : 156 voix pour et 1 abstention.

## LES PRINCIPES ET LES MOYENS D'UNE POLITIQUE FONCIERE AGRICOLE

Dans son projet d'avis présenté au nom de la section de l'Agriculture par M. Nove-Josserand, la section de l'Agriculture du Conseil Economique et Social insiste sur la nécessité pour les exploitations agricoles, d'être rentables, c'est-à-dire d'avoir une superficie suffisante et des parcelles rationnellement regroupées et aménagées ; elle demande que le droit de propriété soit intégralement respecté, tout en admettant que certains aménagements peuvent lui être apportés, en particulier sous la forme d'un droit de préemption reconnu aux Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (S.A.F.E.R.), dans certaines limites. Elle recommande la mise en œuvre de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 et notamment celle de ses articles 7, 13 et 14 concernant l'aménagement foncier, les sociétés d'exploitations et les groupements de propriétaires et d'exploitants ; elle met en garde les pouvoirs publics contre les graves préjudices que pourraient subir les agriculteurs français si la mise en application en 1970 de la libre circulation et de la liberté d'établissement des personnes devait n'avoir pas été précédée d'une amélioration effective des structures agricoles.

Enfin, la section de l'Agriculture demande que les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de la politique foncière qu'elle préconise soient mis à la disposition des agriculteurs notamment par l'octroi de prêts spéciaux pour la création de sociétés d'investissement foncier groupées à l'échelon départemental en Sociétés Mutuelles d'investissement foncier, et par un certain nombre d'aménagements fiscaux.

Le sujet traité posait une grande question : le droit de propriété doit-il être intégralement respecté ou bien peut-il pour le bien commun, être aménagé ou atténué, par exemple sous la forme d'un droit de préemption accordé aux Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (S.A.F.E.R.), dans certaines limites. Elle recommande la mise en œuvre de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 et notamment celle de ses articles 7, 13 et 14 concernant l'aménagement foncier, les sociétés d'exploitations et les groupements de propriétaires et d'exploitants ; elle met en garde les pouvoirs publics contre les graves préjudices que pourraient subir les agriculteurs français si la mise en application en 1970 de la libre circulation et de la liberté d'établissement des personnes devait n'avoir pas été précédée d'une amélioration effective des structures agricoles.

Enfin, la section de l'Agriculture demande que les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de la politique foncière qu'elle préconise soient mis à la disposition des agriculteurs notamment par l'octroi de prêts spéciaux pour la création de sociétés d'investissement foncier groupées à l'échelon départemental en Sociétés Mutuelles d'investissement foncier, et par un certain nombre d'aménagements fiscaux.

Le texte proposé a été rejeté à la majorité de 55 voix, dont celles de la C.G.T. et du patronat, contre 39 et 46 abstentions (dont celles de la C.F.T.C. et de la C.G.T.-F.O.).

## DES DATES A RETENIR LES 12, 13, 14 OCTOBRE 1962

## CONGRÈS de notre Fédération Française des Syndicats d'Ingénieurs et Cadres

qui aura lieu 26, rue Montholon - PARIS (9<sup>e</sup>)

VENDREDI 12 OCTOBRE :  
Séance d'ouverture et travaux des Commissions.

SAMEDI 13 OCTOBRE :  
Présentation du RAPPORT MORAL des RAPPORTS D'ORIENTATION ET FINANCIER

DIMANCHE 14 OCTOBRE : Clôture.



PAR son caractère novateur et sa technique, cette institution est, en effet, une des plus remarquables réalisations du syndicalisme des cadres ; elle a servi et sert encore de modèle à beaucoup d'autres institutions.

La période d'avant et d'après la guerre de 1914 a vu la tentative des Retraites ouvrières et paysannes, ou de nombreux salariés versèrent à l'époque des cotisations en franc-or, alors que la rente qui leur est attribuée en 1962 l'est en francs légers.

La période de 1930 à 1945 vit d'abord la création de caisses de retraites en faveur des travailleurs non assurés sociaux ; à la faveur des conventions collectives concernant les employés, techniciens, agents de maîtrise et cadres, un accord du 14 mai 1937 prévoyait notamment l'institution de régimes de prévoyance et de retraite au profit des ingénieurs et de certains

## Historique des retraites complémentaires

L'ordonnance du 19 octobre 1945, en supprimant le plafond d'assujettissement aux assurances sociales, entraîna l'affiliation obligatoire de tous les salariés, y compris les ingénieurs et cadres, bouleversant ainsi les institutions pré-existantes.

Des négociations s'engagèrent, aboutissant à la signature, le 14 mars 1947, d'une convention collective nationale qui instituait le régime de retraite des ingénieurs et cadres, financé par une cotisation globale minimum de 8 % (6 % employeur, 2 % salarié). Ces cotisations s'appliquent sur la partie du salaire dépassant le plafond de la Sécurité sociale.

Relevons ici le système par « répartition » désormais employé, dans lequel la retraite de l'intéressé est égale au produit du total de « points » acquis par les cotisations versées (ou attribuées pour la « reconstitution de carrière »), par la « valeur du point » de retraite à la date d'échéance des arrérages. Ce sont les cadres en activité qui constituent chaque année, par le versement des cotisations, les fonds destinés aux allocations des cadres retraités. Les inconvénients inhérents aux fluctuations monétaires étaient donc éliminés.

De plus, une gestion « paritaire », la création de l'A.G.I.R.C. (Association Générale des Institutions de Retraites de Cadres) permettait de fédérer les institutions et d'assurer la « coordination » totale des carrières des intéressés et la « compensation » des charges. Fait notable : la fidélité à l'entreprise ou à la profession était désormais remplacée par la fidélité au travail, dans le cadre d'un régime national et interprofessionnel, mettant chaque institution membre à l'abri des difficultés d'ordre économique, technologique, démographique.

Dans le même temps, de 1947 à 1957, que devenaient les régimes de retraites des salariés non cadres ?

Il s'est produit, depuis 1945, une évolution bien différente de celle qu'avaient prévue les promoteurs du Plan de Sécurité Sociale. Ils avaient conçu un régime général qui, notamment en matière d'assurance-vieillesse, devait s'étendre graduellement à l'ensemble de la population. C'est à peu près le contraire qui s'est produit. Le régime général de Sécurité sociale a connu une longue période d'immobilisme. Le régime général au cours des dernières années et comme la matière sociale est vivante, qu'elle est une création continue, ce sont les régimes de retraites complémentaires qui se sont développés.

Il a fallu le grand mouvement revendicatif de 1955 pour obtenir la conclusion d'accords d'entreprise prévoyant l'institution de retraites complémentaires.

A la fin de 1955, 700 institutions de retraites et de prévoyance avaient été agréées par le ministre du Travail et regroupaient environ 1 million de cotisants (sur 9 millions 5 d'assurés sociaux).

L'obtention d'une retraite complémentaire devenue ainsi un des objectifs principaux de l'action syndicale, la fondation de l'UNION NATIONALE DES INSTITUTIONS DE RETRAITES DES SALARIÉS (U.N.I.R.S.), le 15 mai 1957, marqua une étape très importante.

Dans le protocole de fondation, on retrouve le souci de parer aux difficultés posées par la multiplicité des régimes, ou la surenchère des com-

# ÉQUILIBRE ET GESTION DES RÉGIMES DE RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

collaborateurs exclus des assurances sociales. 200.000 salariés étaient inscrits, en 1946, à ces institutions qui fonctionnaient par « capitalisation ».

En 1945, fut instauré le régime général de Sécurité sociale qui posa le principe de l'unité des régimes et permit la transformation des régimes spéciaux en régimes complémentaires dont les prestations vinrent s'ajouter à celles du régime général de Sécurité sociale.

pagnies d'assurances amenait des propositions alléchantes au départ, mais qui n'auraient pu être tenues dans l'avenir.

On y manifestait la nécessité d'une large compensation à l'échelon interprofessionnel national et celle de la recherche d'accords de coordination avec les autres régimes de retraites existants.

En 1957, les régimes complémentaires ne couvraient que 1.700.000 travailleurs ; en 1958 ils en couvrent 2.800.000 ; en 1959 ils arrivaient à 3.800.000 ; fin 1961 : 5.900.000 environ.

L'accord du 8 décembre 1961 portant

## L'accord du 8 décembre 1961

La grande novation de l'accord du 8 décembre 1961 est donc la création de l'ASSOCIATION DES REGIMES DE RETRAITES COMPLÉMENTAIRES (A.R.R.C.O.) en ces termes :

« Il sera créé, dans le cadre des dispositions de l'article 4 du Code de la Sécurité Sociale, une association des institutions gérant des régimes complémentaires de retraites par répartition pour les salariés en vue d'assurer la pérennité des régimes et de promouvoir entre eux une coordination et une compensation appropriées. »

L'obligation est faite aux entreprises, et indirectement, aux institutions, de se conformer aux règles décidées, et, en particulier, à l'adhésion à l'A.R.R.C.O.

Tout ceci signifie d'une manière affirmée l'intention délibérée des promoteurs d'assurer par tous moyens

généralisation des retraites complémentaires couvrira environ 7 millions de travailleurs ; s'y ajouteront les cadres, la maîtrise et d'autres régimes existants ; nous passerons des 5.900.000 à la fin de 1961 à environ 8.000.000 de travailleurs couverts.

Ainsi, au-dessus de la Sécurité sociale des salariés, depuis quatre ans s'est intercalé un régime complémentaire pour presque tous les travailleurs.

En fait, la généralisation obtenue ne fut pas totale dans la mesure où une annexe définit les secteurs temporairement exclus du champ d'application.

Il s'agit exclusivement du commerce de détail et d'une partie du commerce de gros. Il semble du reste, que suivant en cela l'exemple de certaines fédérations patronales du commerce, le plus grand nombre de celles provisoirement exclues auront donné leur adhésion dans les mois qui viennent.

En fait, le ministre du Travail a, depuis, donné son agrément à l'extension de l'accord du 8 décembre 1961. Toutes les entreprises dépendant des activités visées par le C.N.P.F. ont donc l'obligation d'adhérer, sauf temporairement les secteurs commerciaux visés par l'annexe dont je viens de parler.

Chacun des régimes de retraites complémentaires par répartition, surtout lorsque son recrutement ne peut se poursuivre, est soumis à des circonstances extérieures de caractère démographique ou économique : alourdissement de son groupe par la mise à la retraite de nombreux cotisants (donc dépense en augmentation non compensée par des recettes en diminution) ; récession dans telle ou telle entreprise, profession ou région...

Les Caisses de retraites se doivent donc de faire preuve de prudence et approprier une réglementation rationnelle.

A cet égard, l'article 7 de l'annexe 1 affirme la volonté de supprimer les discriminations de caractère démographique :

« Les affiliations à une institution de retraite autorisée, intervenant après le 1<sup>er</sup> janvier 1962 ne seront considérées comme répondant à l'obligation de l'article 1, que si cette institution n'effectue entre les entreprises aucune discrimination fondée, directement ou indirectement, sur la situation démographique de celles-ci. »

L'accord ministériel donné à l'accord du 8 décembre confère, en tout état de cause, à l'A.R.R.C.O., l'autorité qui doit lui permettre d'œuvrer avec efficacité. Cet agrément apparaît bien constituer, politiquement, une approbation des solutions apportées, contractuellement, par les signataires, aux problèmes posés d'équilibre et de gestion des retraites complémentaires.

## Les problèmes de coordination

De nombreux régimes d'entreprises ou des régimes professionnels exigeaient pour l'ouverture du droit à la retraite une longue durée de service dans l'entreprise ou la profession, privant même parfois de toute prestation (au moins en répartition) les salariés qui quittent l'entreprise ou la profession avant l'âge de la retraite.

La généralisation des régimes de retraites complémentaires devait normalement avoir pour corollaire l'institution d'une « coordination ». Par « coordination » on entend l'existence d'un accord passé entre deux régimes de retraites dans le but de faire apprécier les conditions d'ouverture des droits à pension propres à chaque régime, non par rapport aux services accomplis seulement dans l'un d'eux, mais par rapport à l'ensemble des services accomplis dans l'un et l'autre.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

## Les problèmes de compensation

Chacun des régimes de retraites complémentaires par répartition, surtout lorsque son recrutement ne peut se poursuivre, est soumis à des circonstances extérieures de caractère démographique ou économique : alourdissement de son groupe par la mise à la retraite de nombreux cotisants (donc dépense en augmentation non compensée par des recettes en diminution) ; récession dans telle ou telle entreprise, profession ou région...

Le seul moyen pour elles est de se « réassurer » mutuellement. C'est le but de la compensation. C'est le but de l'A.R.R.C.O. créé par l'accord du 8 décembre 1961.

Il était bien évident d'ailleurs que si les institutions de retraites n'avaient pas ainsi, librement, décidé d'établir cette « compensation », l'Etat ne pouvait manquer, un jour ou l'autre, d'imposer sa tutelle en la matière.

Les Caisses de retraites se doivent donc de faire preuve de prudence et approprier une réglementation rationnelle.

A cet égard, l'article 7 de l'annexe 1 affirme la volonté de supprimer les discriminations de caractère démographique :

« Les affiliations à une institution de retraite autorisée, intervenant après le 1<sup>er</sup> janvier 1962 ne seront considérées comme répondant à l'obligation de l'article 1, que si cette institution n'effectue entre les entreprises aucune discrimination fondée, directement ou indirectement, sur la situation démographique de celles-ci. »

L'accord ministériel donné à l'accord du 8 décembre confère, en tout état de cause, à l'A.R.R.C.O., l'autorité qui doit lui permettre d'œuvrer avec efficacité. Cet agrément apparaît bien constituer, politiquement, une approbation des solutions apportées, contractuellement, par les signataires, aux problèmes posés d'équilibre et de gestion des retraites complémentaires.

Elles procédaient à une « pesée » de ceux-ci. L'accord du 8 décembre 1961 interdit à présent cette méthode devenue parfois pur procédé commercial.

Intervient ensuite la notion de rendement qui peut se définir comme le

gime, non par rapport aux services accomplis seulement dans l'un d'eux, mais par rapport à l'ensemble des services accomplis dans l'un et l'autre.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradictoires.

L'A.R.R.C.O. permet désormais aux divers régimes existants de collaborer et d'agir au sein d'une association commune afin d'assurer la garantie de tous.

L'U.N.I.R.S., le Régime des Cadres et quelques débuts de réalisations mis à part, il n'existe aucun lien entre les sept cents institutions de retraites fonctionnant en dehors de ces deux grands régimes. Les statuts et règlements de ces Caisses sont souvent totalement différents, voire contradicto



## L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE : poursuite de l'expansion

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (bâtiment exclu)  
(base 100 en 1952 - données corrigées des variations saisonnières)

1961					1962				
Janv.	Juin	Sept.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai
181	185	187	192	194	195	196	196	197	199

### LES INDICES DE PRIX

● INDICE DES PRIX DE GROS (en fin de mois, base 100 en 1949) : forte baisse due à la baisse du prix des pommes de terre (baisse cependant moins forte que d'ordinaire à cette époque).

1957					1961				
Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Juin	Déc.	Janv.	Mars
145	166,4	175	180,6	183,3	179	188,9	187,1	188,3	187,0

● PRIX DE DETAIL - INDICE DES 250 ARTICLES (base 100 du 1<sup>er</sup> juillet 1956 au 30 juin 1957) : hausse des produits alimentaires (pommes de terre et viande). Dans cet indice, le prix des pommes de terre est corrigé des variations saisonnières, et, de ce fait, l'indice monte si la baisse du prix des pommes de terre est plus faible que la baisse saisonnière.

1957					1961				
Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Juin	Janv.	Mars	Avril
100,8	114,9	124	130,1	133,1	132,4	139,2	139,7	139,8	140,6

● L'INDICE DES 179 ARTICLES (base 100 en juillet 1957) : hausse (pommes de terre, viande, légumes).

1960					1961				
Janv.	Sept.	Oct.	Janv.	Juillet	Janv.	Juillet	Déc.	Janv.	Fév.
122,12	123,21	123,09	123,52	124,45	128,22	128,90	128,74	129,45	129,56

### L'ACTIVITE

● CONFLITS DU TRAVAIL : nombreuses grèves en mai et juin.

Nombre de journées de travail perdues du fait de conflits du travail (en milliers) :											
Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Déc.
1960	8	30	100	71	299	272	52	7	38	119	51

● MARCHÉ DU TRAVAIL AU 1<sup>er</sup> DE CHAQUE MOIS (données en millions, corrigées des variations saisonnières) : reprise des offres d'emploi non prises le bâtiment (données corrigées des variations main-d'œuvre en même temps qu'un subit accroissement des demandes d'emploi non satisfaites et des chômeurs secourus du aux rapatriés d'Algérie).

Offres d'emploi non satisfaites											
Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Déc.
1960	46,8	49,2	47,0	46,3	44,5	47,0	49,8	52,6	52,6	52,6	52,6

● EMPLOI : Industries de transformation, v compris le bâtiment (données corrigées des variations saisonnières) : très légère augmentation. La baisse de la durée hebdomadaire du travail est factice : elle provient des nombreuses grèves de fin juin.

Durée hebdomadaire du travail ouvrier (en heures)											
Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Déc.
1960	46,7	46,8	46,8	46,9	46,9	46,9	46,9	46,9	46,9	46,9	46,9

LE COMMERCE EXTERIEUR : reprise des exportations et des importations

● INDICES DU COMMERCE avec les pays autres que ceux de la Zone Franc. Indices des valeurs (base 100 en 1956 - séries désaisonnalisées et mises en trimestres mobiles).

1957					1961				
Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Juin	Déc.	Janv.	Mars
105	110	112	122	136	131	128	126	139	131

## LE RAPPORT DE RENÉ MATHEVET

(Suite de la cinquième page)

Il ne peut qu'admirer, en tant qu'observateur, la fécondité du dialogue et des réalisations intervenues entre les partenaires sociaux, en dehors de toute intervention étatique.

Cette période d'après-guerre, qui a été évoquée à propos de ce rapport sur les retraites complémentaires, a vu se réaliser peu à peu des objectifs sociaux importants :

— Assurer aux travailleurs un

véritable « revenu de remplacement » pour une vieillesse heureuse et digne ;

— Financer ce revenu de remplacement par la solidarité des générations de travailleurs entre elles, des groupes professionnels et régionaux ;

— Garantir ces pensions par l'association librement consentie des régimes de retraites ;

— Gérer ce système par les organisations syndicales, sous

le contrôle des travailleurs et en dehors de la tutelle de l'Etat.

Sur le plan des retraites complémentaires, comme dans beaucoup d'autres domaines sociaux, on a vu employés les moyens d'un syndicalisme moderne où l'action revendicative débouche sur l'activité gestionnaire et responsable.

Le Conseil économique et social se doit de saluer, dans ces faits, un pas en avant vers les objectifs de justice sociale.

## SEMAINE SOCIALE 1962

### L'EUROPE DES PERSONNES ET DES PEUPLES

Au moment même où l'on discute avec une passion justifiée les diverses formules possibles ou souhaitables d'organisation politique de l'Europe, la 49<sup>e</sup> session des Semaines Sociales vient d'aborder sous un autre angle, du plus haut intérêt, lui aussi, la question européenne.

« L'Europe des personnes et des peuples », tel était le thème central. Dix-huit cours très denses ne peuvent se résumer dans un court article et l'on aura donc intérêt à se reporter au compte rendu intégral qui sera publié comme de coutume, et nous nous bornerons à donner ici une idée générale des travaux.

Tous les professeurs, parmi lesquels nous avons eu le plaisir d'entendre de nos amis très proches, à commencer par Théo Braun qui, parlant de l'Europe du travail, fit un des meilleurs cours de la Semaine, ont montré que l'Europe ne pouvait pas se limiter au seul et indispensable aspect des structures politiques. Il est indispensable que les divers milieux sociaux, professionnels, régionaux, soient appelés à participer à la vie européenne de même façon qu'ils participent, ou devraient participer à la vie de leur nation, à laquelle, précisément par leur participation même, ils donnent sa physionomie propre, ses caractères et lui permettent ainsi de jouer son rôle spécifique dans la vie internationale.

Georges LEYARD.

## Nombre de diplômes d'ingénieurs délivrés en France pour 1961

Le bulletin du Bureau Universitaire de Statistique (B.U.S.) publie dans le présent article des résultats d'une enquête concernant le nombre des diplômés décernés en 1961 par toutes les écoles françaises habilitées à délivrer un diplôme d'ingénieur.

Il est intéressant de noter que les chiffres ainsi atteints pour 1961 correspondent aux prévisions faites par le B.U.S. en 1959, à une centaine de diplômes près. Il résulte de cette constatation que les prévisions plus lointaines (de 7.000 à 8.000 diplômés vers 1965) sont susceptibles dans ces conditions de fournir des approximations valables sur le recrutement des ingénieurs.

Bulletin Universitaire de Statistique  
Août-Mai 1962

## L'A.P.E.C. ET LE

L'A. P. E. C. a tenu son Assemblée générale le 5 juin dernier, sous la présidence de M. R. Boulanger.

Après les remerciements du président aux mouvements adhérents à l'A. P. E. C. : C.N.P.F., syndicats de cadres, associations d'anciens élèves, A. G. I. R. C., Chambre de Commerce de Paris, C. T. I., etc., le secrétaire général a lu le rapport moral sur le fonctionnement de l'association au cours de l'année écoulée. Après lui, le trésorier présentait la situation financière.

La conclusion de ces deux rapports sont encourageants : finances saines et activité accrue.

Comme nous l'avons annoncé l'année passée, l'A. P. E. C., à la suite d'une convention conclue avec le Ministère du Travail, a la qualité de correspondant du service de placement au Ministère, pour les cadres. Elle est donc le service de placement des cadres. Aussi ses bureaux de Paris sont de plus en plus fréquentés par ceux-ci, comme on va le voir.

En 1960, l'A. P. E. C. a reçu 891 demandes d'inscription et,

tient dans les domaines de la mécanique, de la radioélectricité et de l'électronique et, moins fortement, dans ceux de l'électricité, de la chimie et du génie atomique.

Il est intéressant de noter que les chiffres ainsi atteints pour 1961 correspondent aux prévisions faites par le B.U.S. en 1959, à une centaine de diplômes près. Il résulte de cette constatation que les prévisions plus lointaines (de 7.000 à 8.000 diplômés vers 1965) sont susceptibles dans ces conditions de fournir des approximations valables sur le recrutement des ingénieurs.

Bulletin Universitaire de Statistique  
Août-Mai 1962

## L'A.P.E.C. ET LE

L'A. P. E. C. a tenu son Assemblée générale le 5 juin dernier, sous la présidence de M. R. Boulanger.

Après les remerciements du président aux mouvements adhérents à l'A. P. E. C. : C.N.P.F., syndicats de cadres, associations d'anciens élèves, A. G. I. R. C., Chambre de Commerce de Paris, C. T. I., etc., le secrétaire général a lu le rapport moral sur le fonctionnement de l'association au cours de l'année écoulée. Après lui, le trésorier présentait la situation financière.

La conclusion de ces deux rapports sont encourageants : finances saines et activité accrue.

Comme nous l'avons annoncé l'année passée, l'A. P. E. C., à la suite d'une convention conclue avec le Ministère du Travail, a la qualité de correspondant du service de placement au Ministère, pour les cadres. Elle est donc le service de placement des cadres. Aussi ses bureaux de Paris sont de plus en plus fréquentés par ceux-ci, comme on va le voir.

En 1960, l'A. P. E. C. a reçu 891 demandes d'inscription et,

## Assemblée du Syndicat des Ingénieurs

et Cadres de la région lyonnaise

### SYNDICALISME ET POLITIQUE

Le 16 mai 1962, le Syndicat des Ingénieurs et Cadres de la région lyonnaise s'est réuni en assemblée plénière pour discuter sur le problème syndicalisme et politique.

Le Bureau du Syndicat a jugé que cette réunion était nécessaire parce que lors de l'assemblée générale annuelle cette question, soulevée par beaucoup, n'avait pu être discutée assez longuement. C'est donc pour que chacun puisse s'exprimer et connaître les positions de l'Europe, formée par les apports successifs de civilisations grecque, romaine et chrétienne, à la plus grande chance de résoudre en faveur de l'homme les problèmes de la vie dans la société moderne, les solutions sont à proposer et non à imposer aux autres peuples, aux autres continents, tandis que les ressources croissantes dues à l'expansion européenne doivent aider davantage les pays en voie de développement.

Par la continuité dans l'effort de recherche, par le nombre des professeurs et des auditeurs de tous milieux, les Semaines Sociales représentent une réalisation dont aucun autre milieu, quelle que soit son inspiration, ne peut se prévaloir. Si cela est à l'honneur des Semaines Sociales, qu'il faut faciliter, dans l'intérêt même de la démocratie et pour la qualité des discussions au plan national il serait indispensable que d'autres groupes de pensée, que d'autres écoles que celle des catholiques sociaux se livrent à de semblables travaux.

Georges LEYARD.

### LE SYNDICALISME ET L'ECONOMIE

Après présentation du rapport sur la planification démocratique, la discussion s'est ouverte et les interventions ont permis de dégager les points suivants :

— Tout choix économique qui se trouve incontestablement du domaine syndical ne peut aboutir que par une discussion politique, et c'est d'autant plus vrai que la vie économique se « planifie » davantage.

— L'acceptation par les Syndicats d'une responsabilité dans le pouvoir économique devient de plus en plus une nécessité sous peine d'inefficacité permanente ou de maintien du syndicalisme dans un rôle purement revendicatif.

— Il est difficile de déterminer où doit s'arrêter la responsabilité des syndicats et leur engagement dans la direction de l'économie. Peut-être la solution doit-elle être trouvée non pas dans une limitation du domaine syndical, mais dans l'esprit avec lequel les problèmes doivent être abordés.

### LE SYNDICALISME ET LA POLITIQUE GENERALE

La discussion s'est orientée particulièrement sur les options de la C.F.T.C. sur le problème algérien. Si la plupart des participants étaient d'accord sur les positions confédérales, beaucoup ont regretté que des positions régionales ou de certaines sections syndicales soient prises par

### INDUSTRIE DE LA BRETELLE - CEINTURE

Le point salaire devient à dater du 1<sup>er</sup> août 2.963 NF en remplacement de la Caisse de Retraite des Clercs de no-

### VENTES PUBLIQUES DE CUIRS, PEAUX BRUTES CUIRS VERTS

Un accord de salaires a été fixé à 3.016 le point salaire à par-

### DECENTRALISATION EN PROVINCE

L'A. P. E. C. n'entend pas exercer son activité seulement dans la région parisienne. Elle s'étend à la province en créant des filiales constituées de la même manière qu'à Paris. Il existe actuellement un bureau A.P.E.C. à Clermont-Ferrand ; un autre fonctionnera à Lyon après les vacances. Un bureau est prévu à Toulouse et peut-être bientôt à Lille.

### DES COURS DE PERFECTIONNEMENT

Mais l'A. P. E. C. n'entend pas s'en tenir au placement. Sur la proposition de son président, le Conseil a été d'accord pour qu'elle subventionne des cours de recyclage au profit des cadres chômeurs, pour leur permettre de se valoriser techniquement et faciliter ainsi leur placement.

Déjà fonctionnent à l'usage : — Des ingénieurs, des cours de recyclage organisés par la Fédération de la Mécanique et des Matériaux de Construction ;

— Des administratifs et des

## CONVENTIONS COLLECTIVES

### ENTREPRISES DE NAVIGATION LIBRE PERSONNEL SEDENTAIRE

Des modifications ont été apportées à la convention collective du personnel sédentaire des Entreprises de navigation libre.

Pour les Cadres, deux de ces modifications sont à signaler :

— Les congés payés sont fixés pour les cadres à 21 jours ouvrables et pour les chefs de service à un mois de date à date sans conditions d'ancienneté ;

— L'indemnité de licenciement qui était précédemment de 1/4 de mois par année de

présence avec un plafond de six mois est passée à : 1/4 de mois par année de présence, pour les 5 premières années ;

1/2 mois par année de présence, au-delà de 5 ans jusqu'à 15 ans ;

1 mois pour les années de service au-delà de 15 ans, sans que le total de l'indemnité puisse dépasser une année de rémunération.

Ces dispositions prennent effet du 1<sup>er</sup> juillet 1962.

### INDUSTRIE DE LA CRAVATE

Comme nous l'avons annoncé dans le précédent « Cadres et Profession », l'industrie de la cravate a décidé d'adhérer à la convention collective des industries de l'habillement. Cet acte d'adhésion a été signé le 18 juillet 1962.

De ce fait, les fabricants de cravates s'engagent à appliquer sans restriction les dispositions de cette convention.

## GRÈVE DES OFFICIERS DE LA MARINE MARCHANDE

Dans les mois de juin, juillet, des grèves se sont déroulées dans la Marine marchande auxquelles le Syndicat national des Officiers de la Marine marchande C.F.T.C. a largement participé.

Des propositions d'augmentation de salaire insuffisantes de la part des Armateurs ont été à l'origine du Mouvement. Les organisations syndicales d'officiers ne voulant pas, après un mois et demi, de discussions que celles-ci prennent la tournure précédente ou les discussions ont duré treize mois, ont décidé d'appeler leurs adhérents à l'action.

Cette action consistait à retarder le départ de chaque navire du port de 24 heures. Armateurs et Ministères furent surpris de l'ampleur du Mouvement dans lequel les gens manifestaient leur mécontentement sur le problème des salaires, mais aussi sur l'organisation du travail à bord et les congés insuffisants, etc.

L'action de notre syndicat a été déterminante pour réaliser des réunions syndicales avec C.G.T.-F.O., C.G.C., Autonomes.

Une large diffusion de sa part de tracts et communiqués dans tous les ports a permis que la grève soit effective partout. C'est dans les résultats concrets que l'action de notre syndicat a été la plus déterminante.

Pour juger plus facilement, voici les faits :

### ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Elections en 1962. — Conseil d'Administration de la Caisse de Retraite des Clercs de no-

Inscrits	22.800
Volants	18.391
F.O.	12.326
C.F.T.C.	4.949
C.G.C.	806
Nuls	310

## Mieux savoir Pour mieux diriger

Première du genre. L'Ecole du Chef d'Entreprise et des Cadres Supérieurs a été fondée en 1945. Depuis cette date, elle a formé en 15 sessions annuelles près de 4.200 élèves.

Le nombre des élèves de chaque promotion étant limité, il y a intérêt à demander d'urgence le programme détaillé et les conditions d'inscription au secrétariat de l'Ecole, 40, rue de Valenciennes, mais qui vient d'être transférée 25, rue Hamelin, Paris (10<sup>e</sup>), Tél. KLÉBER 31-59.

L'ouverture de la prochaine session est fixée au lundi 22 octobre 1962.

Rédaction Administration  
26, RUE MONTHOLON  
PARIS (IX)  
Téléph. : TRU 91-03  
COMPTE COURANT POSTAL  
FEDERATION DES INGENIEURS ET CADRES C.F.T.C.  
PARIS 5412-06

PUBLIER  
AGENCE PUBLICIT  
21 boulevard Poissonnière  
PARIS 17<sup>e</sup>  
Téléphone : PROVENCE 11-90  
Le numéro : 0,50 NF

Le Gérant : A. BAPAUDE  
Impr. spée. de « Cadres et Profession »  
5, rue du Cornet, Le Mans - 4294

A. RIVES.



# LES POSSIBILITÉS DE PROMOTION INDIVIDUELLE PAR LE CENTRE INTERENTREPRISES DE FORMATION

**U**N certain nombre de nos camarades connaissent le Centre Interentreprises de Formation de Billancourt ; mais on connaît mal les raisons qui ont poussé à sa création et celles qui ont incité la C.F.T.C. à en suivre le développement et à participer à son Conseil de perfectionnement.

Lors de la dernière Assemblée générale, cet organisme a modifié sa structure en décidant de faire appel, pour le Conseil de perfectionnement, aux représentants des Pouvoirs publics et des organisations syndicales d'employeurs et de salariés. Il paraît donc intéressant, aujourd'hui, de faire le point sur ce Centre.

Depuis un certain temps on constate que la rapidité de l'évolution technique rend de plus en plus difficile l'accès des salariés non diplômés aux fonctions de la catégorie « Ingénieurs et Cadres ».

Ceci est d'autant plus regrettable que dans la gamme des ingénieurs et techniciens dont dispose l'industrie française, un type d'homme fait actuellement défaut. En effet, entre l'ingénieur de grande école et le technicien de lycée technique d'Etat, il manque un ingénieur de production.

Celui-ci doit être un homme capable de diriger des ateliers, d'animer des services de préparation et de méthodes, susceptible de comprendre le langage des spécialistes du Laboratoire ou du Bureau d'Etude et de se faire comprendre des agents de maîtrise, techniciens et ouvriers dont il est responsable du travail.

Une solution est alors apparue dans le cadre des efforts actuels en matière de promotion supérieure du travail. Cette solution a consisté à apporter une formation complémentaire, soit à des hommes « sortis du rang » et dont l'expérience professionnelle déjà longue, les qualités intellectuelles et la volonté de travail garantissent qu'ils tireraient un bon parti d'une formation pratique et générale appropriée. Tel a été le rôle dévolu au Centre Interentreprises de Formation.

Procédant alternativement, pendant deux années à temps plein, par périodes d'applications industrielles et d'enseignement théorique et pratique, ce cycle s'adresse à des hommes (agents de maîtrise, agents techniques, ou dessinateurs) possédant le niveau de connaissance du baccalauréat mathématiques et technique et un minimum de cinq années d'expérience industrielle. Il les prépare à tenir des fonctions de cadre dans les services et ateliers de promotion, de méthodes, d'outillage, d'entretien et de contrôle.

Dès leur retour dans leur entreprise d'origine, les anciens stagiaires des premières promotions sont affectés à des postes d'Ingénieurs de fabrication dans les industries mécaniques et électriques, à des postes d'exploitation, d'entretien ou d'engineering dans les

industries de la chimie, du pétrole, des mines ou des textiles...

Les candidatures au Centre Interentreprises de Formation sont examinées dans le courant du mois d'octobre (limite de principe du dépôt des candidatures : 30 septembre).

Elles sont présentées par deux voies :

1. par les directions d'entreprise qui retiennent un certain nombre de places et présentent pour ces places des candidatures qui sont examinées par un Comité de sélection.

Les candidats retenus continuent alors d'être appointés par leurs entreprises qui prennent en charge les frais d'étude (actuellement 6.800 NF par an, dont se déduisent les subventions du Ministère de l'Education Nationale et des Organisations Patronales, soit environ 25 %).

2. Depuis cette année, il a été créé des bourses destinées à des candidats venant de petites entreprises ou ayant quitté leur emploi. Les bénéficiaires de ces bourses n'ont pas à payer de frais d'étude et une convention, actuellement en cours de négociation, prévoit pour eux le paiement des indemnités compensatrices de pertes de salaire.

La promotion qui a commencé ses études en 1962 comporte 2 boursiers. La prochaine en comportera 4.

Il a paru intéressant que nos camarades ingénieurs et cadres aient connaissance de ces diverses possibilités, pour les candidats qu'ils peuvent connaître, que ceux-ci bénéficient du statut de candidat individuel ou qu'ils soient présentés par leur entreprise. Il est intéressant en effet de noter que le Centre fonctionne sous le régime d'association et que toute entreprise nouvelle peut y adhérer si elle le désire et si elle a des candidats à présenter.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus, soit à la Fédération des Cadres, soit au Centre Interentreprises de Formation, 9, rue Heinrich, à Boulogne-Billancourt. Tél. VAL d'or 58-96 (1).

(1) A dater du 1<sup>er</sup> septembre, le Centre sera transféré au 2, rue Heyraud, à Boulogne-Billancourt (Seine).

## LES DEGRES ET LES NIVEAUX DE LA PROMOTION SOCIALE

(Arrêté du 10 juillet 1962 - J.O. du 28-7-62)

Degrés de la promotion	Niveaux	But de la formation	Enseignement et diplômes
Promotion professionnelle 1 <sup>er</sup> degré	I	Préparation conduisant les travailleurs à une première formation professionnelle leur permettant de tenir un emploi d'ouvrier spécialisé.	
	II	Perfectionnement des travailleurs pour les aider à accroître leur savoir général et leurs aptitudes techniques en vue de leur accession à l'emploi d'ouvrier ou d'employé qualifié.	Ce perfectionnement conduit normalement à l'examen du certificat d'aptitude professionnelle.
Promotion professionnelle 2 <sup>e</sup> degré	III	A partir du niveau de professionnel qualifié, formation d'ouvriers hautement qualifiés, d'agents techniques, de chefs d'équipe ou personnels assimilés.	Cette formation est normalement sanctionnée par la délivrance d'un diplôme d'agent technique breveté ou par un brevet professionnel, éventuellement par un brevet de maîtrise.
	IV	Formation des techniciens ou des cadres moyens.	Cette formation est normalement sanctionnée par la délivrance d'un diplôme de technicien breveté.
	IV bis	Cycle préparatoire à la formation supérieure.	Cycle préparatoire au niveau V de la promotion supérieure du travail ; peut également être assuré par les institutions de promotion supérieure du travail.
Promotion professionnelle 3 <sup>e</sup> degré	V	A ce degré, le perfectionnement des travailleurs a pour objet d'apporter un complément de connaissances générales scientifiques et techniques et de préparer aux fonctions de technicien supérieur, d'ingénieur ou de cadre supérieur de l'économie.	Enseignement conduisant soit : A. — A la préparation de certificats généraux techniques ou économiques et de travaux pratiques délivrés par le C.N.A.M. et ses Centres associés ou de certificats relatifs à des enseignements dispensés dans les Facultés ou dans les Instituts de Facultés ou d'Université ; Au diplôme de technicien supérieur breveté ; Au diplôme d'études supérieures techniques ou aux diplômes d'études supérieures économiques ou aux diplômes de même ordre délivrés par les Facultés des Universités ; Aux fonctions d'ingénieur ou de cadre supérieur de divers secteurs de l'économie. B. — A un grade de licencié ou à un diplôme de même ordre délivré par les Facultés des Universités ; A un diplôme d'ingénieur ou à un diplôme de même ordre intéressant divers secteurs de l'économie. Le troisième degré comprend également l'information et le perfectionnement des ingénieurs ou des cadres supérieurs de l'économie.

## LES EFFECTIFS DE 1959 A 1961

Comparaison des effectifs bénéficiaires de la promotion sociale dans le cadre de l'Education Nationale au titre des années scolaires 1958-1959, 1959-1960 et de ceux de 1960-1961 (chiffres provisoires).

	1959	1960	1961
Promotion professionnelle .....	93.000	125.000	185.000
Enseignement de prom. prof. par correspondance (1) .....	18.837	23.609	28.714
Promotion supérieure du travail :			
a) C.N.A.M. et Centres associés .....	15.198	19.653	21.000
b) Instituts universitaires .....	1.554	2.750	2.780
c) Cours de grandes écoles, entreprises nationalisées ou privées .....			8.000
Total .....	128.589	171.012	245.494

(1) L'enseignement par correspondance dispensé en 1960-1961 par le Centre National d'Enseignement par Correspondance se répartit ainsi dans les différents degrés de promotion :

Promotion professionnelle 1 <sup>er</sup> degré	Promotion professionnelle 2 <sup>e</sup> degré	Promotion supérieure du travail
I — 1.500	III — 1.586	Techniciens ou cadres sup. .... 559
II — 16.501	IV — 7.445	Ingénieurs ou cadres sup. de l'économie ..... 379
	IV bis — 714	

Extrait des « Liaisons sociales ».

## MONTANT MENSUEL DES PRESTATIONS FAMILIALES A COMPTER DU 1<sup>er</sup> AOUT 1962

### I. — SALAIRES BENEFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE

AF : Allocations familiales. — IC : Indemnité compensatrice. — SU : Salaire unique

Pourcentage d'abattement de la localité	Montant mensuel des prestations familiales (AF + IC + SU)						
	Jeune ménage sans enf. (a)	1 enfant (a)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	5 enfants	Majoration pour enfant de plus de 10 ans (b)
0 %	19,45	38,90	143,27	261,30	359,88	458,46	98,58
0,5 %	19,40	38,80	142,85	260,50	358,75	457	98,25
2,5 %	19	38	140,15	255,75	352,35	448,95	96,60
3,5 %	18,80	37,60	138,80	253,375	349,15	444,925	95,775
4 %	18,70	37,40	138,07	252,05	347,33	442,61	95,28
5 %	18,50	37	136,72	249,675	344,13	438,585	94,455
6 %	18,30	36,60	135,37	247,30	340,93	434,56	93,63
6,5 %	18,20	36,40	134,75	246,25	339,55	432,85	93,30
7,5 %	18	36	133,40	243,875	336,35	428,825	92,475
8 %	17,90	35,80	132,67	242,55	334,53	426,51	91,98

(a) Salaire unique seulement.

(b) A l'exception de l'aîné des familles de moins de trois enfants.

### II. — SALAIRES NON BENEFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE

Pourcentage d'abattement de la localité	Montant mensuel des prestations familiales (AF + IC)				
	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Chaque enfant en plus	Majoration pour enfant de plus de 10 ans (a)
0 %	65,47	164,05	262,63	98,58	17,71
0,5 %	65,25	163,50	261,75	98,25	17,64
2,5 %	64,15	160,75	257,35	96,60	17,29
3,5 %	63,60	159,375	255,15	95,775	17,115
4 %	63,27	158,55	253,83	95,28	17,01
5 %	62,72	157,175	251,63	94,455	16,835
6 %	62,17	155,80	249,43	93,63	16,66
6,5 %	61,95	155,25	248,55	93,30	16,59
7,5 %	61,40	153,875	246,35	92,475	16,415
8 %	61,07	153,05	245,03	91,98	16,31

(a) A l'exception de l'aîné des familles de moins de trois enfants.